

Les relations sino-américaines : la nouvelle donne

Paris, 23 mars 2009
Débat Asie avec M. Quansheng Zhao,
Professeur à American University à Washington DC.
Modéré par Jean-François Di Meglio (Asia Centre)
et Agnès Gaudu (Courrier international et Asia Press).

Expert de politique comparée et des relations internationales, spécialisé dans l'Asie orientale, le Dr. Zhao a récemment codirigé l'édition de *Managing the China Challenge – Global Perspectives*, traitant notamment des relations sino américaines.

Les relations sino-américaines se concentrent sur deux questions principales : l'ascension de la Chine d'une part, et la passation de pouvoir entre George W. Bush et Barack Obama d'autre part.

Deux écoles s'affrontent : l'« offensive » et la « défensive ». Selon les tenants de l'« offensive », la Chine est la puissance montante du monde mais un seul pays reste dominant : les Etats-Unis. Le courant « défensif » revient quant à lui à une sorte de réalisme. Il croit en une cohabitation possible des deux puissances, dans une situation de gagnant-gagnant.

Des évolutions rapides

La politique étrangère chinoise est en métamorphose. A l'époque de Deng Xiaoping et en particulier après Tian-An-Men, la Chine a appliqué une politique qui visait à masquer ses capacités et rester humble (Taoguang yanghui) sur le plan international. Or, la Chine est devenue active dans les affaires étrangères (Yousuo zuowei).

L'ordre mondial est également en transition. Ce changement se résume par la formule « one up, one down » : la Chine monte en puissance dans presque tous les domaines, que ce soit le soft power ou la sphère militaire. Wen Jiabao, le Premier ministre chinois a encore annoncé

une croissance du PIB de 8% en 2008, même si des experts l'estiment plutôt à 6,5%. Au contraire, les Etats-Unis semblent marchent vers le déclin. Par conséquent, les perceptions des relations des deux pays sont en évolution.

Une politique de co-gestion

La Chine et les Etats-Unis étant les Etats les plus actifs en Extrême-Orient, malgré la présence d'autres puissances comme la Russie et le Japon, une politique de co-management de la zone se dessine. Cette co-gestion serait explicite sur la question du nucléaire en Corée du Nord, avec des pourparlers communs pour garantir la stabilité de la péninsule. Il faut toutefois noter que la question du nucléaire en Corée du Nord ne fait pas consensus dans le gouvernement chinois.

Le co-management serait par contre implicite pour le problème du détroit de Taïwan. Si le risque de guerre s'est largement réduit avec la présidence Ma Yingjiu à Taïwan en 2008, le problème persiste. Une citation de Deng Xiaoping illustre bien la situation : « S'il n'y avait pas les Etats-Unis, le problème de Taïwan n'existerait pas ».

Quelles perspectives ?

Depuis la crise financière, Etats-Unis et Chine ont une relation de plus en plus étroite. La coopération à venir pourra porter sur l'économie, mais aussi sur le climat et la protection de l'environnement. Mais quelle est la meilleure stratégie diplomatique pour les Etats-Unis vis-à-vis de la Chine ? On peut remarquer que la demande des Etats-Unis d'intégrer L'Organisation de Coopération de Shanghai, menée par la Chine et la Russie, a été rejetée, alors que la candidature de l'Iran a été retenue. Il est impératif que les deux parties se trouvent des intérêts communs.

Tout d'abord, la question du « Tibet libre » doit être précisée : s'agit-il d'une liberté de religion, de mode de vie, ou de l'indépendance de la région ? Les relations avec l'Inde, le seul pays avec lequel la Chine a des problèmes frontaliers terrestres, devront également être, abordées.

Les deux derniers présidents américains avaient eu des politiques chinoises très différentes. Bill Clinton avait été jugé « du bon côté de l'histoire », tandis que et George W. Bush a été habile en séparant le problème du Tibet des Jeux Olympiques. Dans l'avenir proche, une seule stratégie est possible : travailler ensemble. Cependant, la formation d'un G2 comprenant les Etats-Unis et la Chine est loin d'être d'actualité : la Chine n'a pas encore pris de responsabilité officielle dans les affaires économiques internationales. Elle n'est prête, ni au niveau institutionnel, ni financier, à partager avec les Etats-Unis le rôle de superpuissance mondiale.